

Surveillants, policiers, profs, toubibs : tous agressés, tous abandonnés...



Pour les matons, le salaire de la peur, c'est 1500 euros par mois.

Pas étonnant que les vocations se fassent rares. Il y a 28 000 agents dans le système pénitentiaire, il en faudrait 5000 de plus.

Mais sur les **800** candidats inscrits au dernier concours de gardien de prison, seulement **30%** se sont présentés, nous dit le Figaro !

Ce pays est totalement à l'abandon.

En 40 ans, l'idéologie soixante-huitarde a littéralement liquidé toute autorité de l'Etat.

La peur est dans le camp des policiers, des profs, des matons, des professions de santé, tous agressés régulièrement sans le moindre soutien de leur hiérarchie.

Et que dire de la justice qui libère chaque jour des multirécidivistes "bien connus des services de police" ?

Un jour viendra où plus personne ne voudra devenir policier, médecin, infirmier, pompier, gardien de prison ou enseignant, tant l'Etat a abandonné ces professions vitales, qui sont les piliers d'une société démocratique avancée.

L'immigration détruit tout. Car avec 66% de musulmans dans nos prisons (dixit Jack Lang), **l'insécurité a explosé en parallèle avec la radicalisation des détenus.**

La France retourne à la barbarie. Tous nos politiques, sans exception, sont coupables de la désintégration de la nation. Le bateau coule et ils s'en foutent, TOUS !

La droite donneuse de leçons est la pire, puisqu'elle s'est pitoyablement reniée en adoptant le discours bien-pensant de la gauche irresponsable. Elle est indigne de gouverner après tant de trahisons.

De nos jours, un maton risque sa peau en pénétrant dans une cellule, car voilà des décennies que l'Etat a abandonné l'univers carcéral.

Et ce ne sont que mensonges et désinformation diffusés par les élus et les médias.

Il y a en France **114 détenus pour 100 places** de prison. Record européen avec la Grèce en matière de densité carcérale.

70 000 détenus pour 60 000 places.

On pourrait donc penser que nos juges sont plus sévères que chez nos voisins et emprisonnent à tours de bras. C'est d'ailleurs la défense de nos magistrats qui disent condamner

plus sévèrement.

Quelle erreur ! C'est tout le contraire.

Car entre la peine prononcée et la peine exécutée, il y a un abîme d'hypocrisie.

La France est le pays d'Europe qui emprisonne le moins !

98 détenus pour 100 000 habitants, soit deux fois moins que la moyenne européenne. En Grande Bretagne, ce taux est de 148 détenus pour 100 000 habitants.

Et on s'étonne que l'insécurité explose ! **Faute de place, on n'incarcère plus.**

Car aucun gouvernement n'a voulu construire de prisons. Les 20 000 places promises par Sarkozy, c'était du pipeau électoraliste.

Il s'est souvenu de sa promesse la dernière année de son quinquennat...

Quant à Taubira, elle ne rêvait que de peines alternatives. **La prison à domicile avec un bracelet électronique.**

Il est tellement plus facile de vider les prisons que d'en construire !

En attendant, nous avons **1600 détenus radicalisés dont 505 incarcérés pour terrorisme**, qui règnent sur le système pénitentiaire, comme des caïds de banlieue règnent sur leur quartier.

La révolte des gardiens ne se résume donc pas à des revendications salariales, mais réclame une totale refonte du système.

Il ne peut y avoir de sécurité sans peines dissuasives.

Si la ministre Nicole Belloubet s'imagine qu'elle va calmer le

jeu avec un coup de ripolin superficiel, elle fait fausse route.

Le ras-le-bol est tel que sur **188 établissements pénitentiaires**, la gronde en touche les deux tiers.

Il faut dire que les agressions s'enchaînent :

Vendin-le Vieil, Mont-de-Marsan, Tarascon, Borgo, Châteauroux...

On décompte 4000 incidents par an, plus de 10 par jour.

Et chaque mois, une dizaine de djihadistes revenant de Syrie ou d'Irak sont incarcérés. Des agneaux...

Voilà où nous ont menés le laxisme judiciaire, la culture de l'excuse, le renoncement permanent et le lavage de cerveaux quotidien de la propagande tiers-mondiste.

Elus, presse, intellectuels, associations et islamo-gauchistes de tous bords, n'ont qu'une obsession, nous vendre ce poison mortel qu'est la société multiculturelle paradisiaque.

La grande illusion du vivre ensemble nous mène au chaos généralisé.

L'addiction à la drogue du politiquement correct de nos gouvernants est telle qu'ils en sont venus à nier la responsabilité pénale des djihadistes, considérés comme des malades mentaux.

Une hérésie.

Car comme le dit si bien Naima Rudloff, avocate générale près la cour d'appel de Paris, **"psychiatriser, c'est déresponsabiliser"**.

"Dans la quasi-totalité des dossiers de terrorisme, les mis en examen sont déclarés responsables de leurs actes, sans atténuation de responsabilité, en raison de l'absence de maladie mentale".

Par conséquent, c'est de la pure désinformation que d'évoquer une fragilité psychiatrique dès qu'un fou d'Allah fait couler le sang.

Victimiser et déresponsabiliser ceux qui haïssent la France qui les a accueillis, c'est semer les germes de la désintégration de la nation, déjà bien malade.

C'est un terrible avenir que nous préparent les apôtres de la bien-pensance.

Jacques Guillemain